



Mais qui est donc Nicole Bricq, la nouvelle Madame Ecologie du gouvernement ?

Portrait - La nouvelle ministre de l'Écologie est peu connue des Français. Sénatrice socialiste depuis 2004 et fiscaliste, elle est décrite comme pugnace et rigoureuse. Ses partisans soulignent sa maîtrise des dossiers, elle qui a été la première à déposer un texte de loi contre les gaz de schiste.

Sénatrice de la Seine-et-Marne depuis 2004, elle y est chez elle. Celle dont le grand public ne connaissait pas le nom jusqu'à l'annonce du gouvernement Ayrault est ici connue comme le loup blanc. « *J'aime la vie parlementaire, cette maison, c'est un peu la mienne* », lance-t-elle en guise de préambule.

Cet ancrage dans la vie politique est sans doute le secret d'une femme à la fois discrète et forte. Une réputation de rigueur, de pugnacité, et parfois même de sévérité l'accompagne. Le sourire de cette élégante sexagénaire (65 ans en juin) face à la faconde de l'imposant ténor Delebarre pourrait rassurer. Ne pas s'y fier. Lorsque Mme la Rapporteuse générale de la commission des finances montait en tribune sénatoriale, il y a encore quelques jours, les lignes ennemies n'en menaient pas large. « *Nicole n'est pas quelqu'un qui se lance dans des envolées lyriques*, décrit la sénatrice écologiste du Nord Marie-Christine Blandin, qui a noué avec la nouvelle ministre de l'Écologie « *de solides liens d'amitié* ». *Mais quand elle s'est emparée d'un sujet, elle est incollable : d'une voix égale, presque monocorde, elle déroule des démonstrations implacables qui ont d'ailleurs renvoyé nos précédents ministres dans leurs cordes.* »

Nicole Bricq est une socialiste avant tout. Engagée à 25 ans dans le mouvement chevènementiste. Certes, elle fut ensuite strauss-khanienne, puis hollandiste. Jamais collée pour être sur la photo, mais toujours là. « *Elle est d'une grande fidélité dans ses choix politiques, extrêmement respectée dans son camp, dure en affaires, et cela comptera pour obtenir ce qu'elle voudra* », souligne Bettina Laville, éminence verte rompue aux arcanes politiques. Les deux femmes se connaissent depuis vingt ans.

Le 29 mai 2012, la FSU, représentée par Daniel Gascard, a participé à l'entrevue accordée aux organisations syndicales par Madame la Ministre de l'Écologie.

Le SNE-FSU a mis en exergue la demande du retour à un état de droit et la nécessité de reprendre des réformes décidées à la dernière minute (extension statut agence, fusion de corps et CEREMA).

TEXTE DE LA DECLARATION FAITE PAR DANIEL GASCARD

Madame la Ministre,
Permettez-moi tout d'abord de vous dire deux mots sur la FSU dans votre ministère. Petite organisation syndicale, certes, mais organisation syndicale largement majoritaire au Ministère de l'Écologie et du Développement Durable dans sa version d'avant 2007, c'est-à-dire avant sa fusion avec un ministère de plus de 100 000 personnes à l'époque. Nous avons acquis notre représentativité lors des dernières élections dans ce grand ministère, même si nous avons bien du mal à la faire reconnaître. Le format des délégations suggéré par votre administration et présentes aujourd'hui est assez caractéristique !!!

Je voudrais saluer ici votre accession aux responsabilités, et cela au moins à deux titres.

D'un point de vue « environnemental » si je peux m'exprimer ainsi, le rattachement de l'Énergie à votre ministère nous semblait essentiel pour mener efficacement la lutte contre le réchauffement climatique. Nous avons par ailleurs souligné pendant la campagne présidentielle que la réforme fiscale d'envergure ambitionnée par François HOLLANDE ne pouvait pas se faire sans la mise en œuvre d'une fiscalité écologique de nature à changer les comportements en profondeur. La aussi, votre expérience dans le domaine nous semble de bon augure.

A l'époque, Bettina Laville conseillère Matignon sur les questions environnementales quand Nicole Bricq est au cabinet de Ségolène Royal, alors ministre de l'Environnement. **En 2008, elles sont toutes les deux parmi les premiers signataires de la motion B du Congrès de Reims, issue du Pôle écologique du PS, « Pour un Parti Socialiste résolument écologique ».** Y figure également la signature de Giraud Guibert, nommé il y a quelques jours directeur de cabinet de Nicole Bricq. *« Avec cette motion, elle savait qu'elle allait faire un score modeste, et pourtant on l'a vue parcourir le pays pour la porter, explique Emeric Bréhier, premier secrétaire de la fédération de Seine-et-Marne du Parti socialiste. Nicole est une militante : elle est capable d'animer une réunion de section pour 15 personnes ! »*

« Ça fait quinze ans qu'elle s'intéresse à l'environnement ! »

A ceux qui prendraient encore Nicole Bricq pour une fiscaliste intéressée par l'écologie, les fidèles continuent de rafraîchir la mémoire. *« C'est l'inverse : ça fait quinze ans qu'elle s'intéresse à l'environnement, mais elle a compris que la maîtrise des outils économiques était fondamentale, sourit Pierre Radanne, précurseur des questions énergétiques et écologiques. Pour traiter à la fois d'environnement et d'énergie, heureusement revenue dans le giron du ministère, il n'y avait pas dix personnes capables de prendre ce poste ! »*

Ceux qui l'ont découverte plus récemment ont accueilli sa nomination avec optimisme. *« Nous l'avons rencontrée comme sénatrice sur le plan de prévention des risques technologiques, puis sur la lutte contre l'exonération des taxes nuisibles à l'environnement : tous les parlementaires ne nous ont pas reçu avec le même sérieux »,* souligne Benoît Hartmann, porte-parole de France Nature Environnement. Même le moustachu faucheur d'OGM semble apprécier la poigne franche sous l'apparence BCBG de la sénatrice de Meaux. *« Elle a été la première à déposer un texte de loi très clair, sans ambiguïté, demandant l'annulation des permis d'exploitation et d'exploration de gaz de schiste : c'est une femme de conviction qui connaît la réalité de son terrain »,* se réjouit l'eurodéputé José Bové.

La veille de la nomination de Nicole Bricq, l'altermondialiste n'était-il pas en sa compagnie, en Seine-et-Marne, battant la campagne pour le compte de la candidate locale EELV, en grande partie sur ce thème-là ?

Le rédacteur :
CECILE CAZENAVE
terraeco.net

D'un point de vue plus général, nous voulons comprendre l'arrivée de ce gouvernement comme un retour à l'Etat de Droit, c'est-à-dire un Etat et ses représentants à tout niveau, qui respectent les lois, décrets et règlements qu'il a lui-même édictés. Tout le contraire de ce qui se pratique depuis 5 à 10 ans !!!

Le temps imparti pour cette première entrevue est très court, mais je ne peux pas ne pas dire un mot sur les personnels : les réformes « sauvages », le management à marche forcée sans seulement avoir les moyens de fonctionner au rythme normal, des chefs de service ou des Directeurs qui dérapent, autant de paramètres qui font que vos personnels souffrent. Et cette souffrance, humaine et matérielle, pèse lourdement sur les services, avec en bout de courses des missions qui ne seront pas ou pas correctement remplies, sources de nouvelles souffrances

A tous les niveaux, la vacuité du dialogue social, quand il a existé, n'a fait que renforcer les tensions et les malaises.

De tous ces sujets, il faudra que nous reparlions en détail très très vite.

Mais aujourd'hui nous avons à choisir deux sujets. Ceux choisis ne sont pas forcément les plus « importants », mais ce sont, sans conteste les plus urgents :

- **Entre les 2 tours de l'élection présidentielle**, le Premier ministre a rendu des arbitrages extrêmement défavorables aux personnels de la sphère « Environnement » mais également très préjudiciables à la construction du service public de l'environnement. Ces arbitrages attendus depuis plus de deux ans sont vécus comme le dernier coup de poignard d'un gouvernement qui n'a eu de cesse ces derniers mois d'affaiblir les politiques environnementales. Nous vous demandons clairement de bloquer leur mise en œuvre et de réengager les discussions avec le gouvernement sur ces sujets.

- **Le 22 février 2012, soit à peine quelques jours avant son départ**, la Ministre décide de mettre en œuvre une réforme d'envergure du Réseau Scientifique et Technique de votre ministère en signant la lettre de mission du préfigurateur.

Une réforme est certes nécessaire pour maintenir la pérennité de certains services; mais la forme et le contour de la réforme restent un sujet éminemment politique. Le 9 mai dernier, lors de la première réunion avec le préfigurateur, nous avons été particulièrement surpris, de nous voir présenter un planning de mise en œuvre de la réforme au 1er Janvier 2013.

Depuis le changement de gouvernement, le choix du siège de l'organisme à créer et les premières fiches de postes sont ouvertes!!! Madame la Ministre, ce dossier particulièrement structurant pour votre ministère doit devenir votre dossier. Pour ce faire il est indispensable de « freiner » votre administration, et de suspendre la préfiguration le temps de vous l'approprier.

D'autres sujets mériteraient votre attention, comme la place de l'ingénierie publique et les conséquences de son abandon, les fusions de corps, la mise en œuvre de la PFR, etc...

Madame la Ministre de l'Écologie, nous souhaitons avoir un rendez-vous rapidement avec vos collaborateurs pour pouvoir faire un véritable tour d'horizon.

Daniel GASCARD

SNE-FSU



Le service public,
on l'aime, on le défend

